ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 16 septembre 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux lettres de pavillon et à l'équipement des bâtiments de plaisance", a donné le 13 octobre 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e september 1965 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de vlaggebrieven en de uitrusting van de pleziervaartuigen", heeft de 13e oktober 1965 het volgend advies gegeven :

Préambule.

Le projet modifiant le règlement annexé à l'arrêté royal du 28 octobre 1936, il y a lieu d'en faire mention au préambule, après la référence à la loi du 13 avril 1965.

Le préambule doit donc être complété de la façon suivante :

"Vu le règlement relatif aux pavillons, honneurs et visites en usage dans la marine belge, annexé à l'arrêté royal du 28 octobre 1936, notamment l'article 1er, modifié par l'arrêté royal du 12 mai 1938, et l'article 9; ".

Le Conseil d'Etat constate que cet arrêté n'a pas été publié au Moniteur belge et qu'à défaut de cette publication, il n'est pas obligatoire pour la généralité des citoyens.

Dispositif.

Les articles 1er et 2 devraient être repris dans un chapitre intitulé :

"Chapitre premier. - Dispositions générales".

Le numérotage des chapitres devrait être modifié en conséquence.

.../...

Article 1er.

Les termes "mer territoriale" n'étant pas définis, il conviendrait de les remplacer par la mention "eaux du littoral belge telles qu'elles sont définies par l'article 2 de l'arrêté royal du 22 janvier 1929".

En conséquence il est proposé de rédiger l'article 1er comme suit :

"Article 1er.-

Le présent arrêté est applicable aux bâtiments de plaisance naviguant :

1° dans les eaux étrangères;

2° en haute mer;

3° dans les eaux du littoral belge, telles qu'elles sont définies par l'article 2 de l'arrêté royal du 22 janvier 1929;

4° dans les eaux maritimes belges déterminées à l'article 1er de l'arrêté royal du 12 décembre 1957, modifié par l'arrêté royal du 14 mai 1965".

Article 2.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement est d'exclure de l'application de l'arrêté royal en projet les bâtiments de plaisance destinés à faire des opérations lucratives.

.../...

Le fait qu'une opération lucrative soit réalisée occasionnellement ne suffit donc pas, dès lors que le bâtiment de plaisance n'est pas destiné à des opérations lucratives.

La notion de bâtiment de plaisance étant déterminante du champ d'application de l'arrêté royal en projet, il importe que l'intention du Gouvernement soit exprimée avec le plus de précision possible.

A cette fin, l'article 2, 1°, gagnerait à être rédigé de la manière suivante :

"1° par "bâtiment de plaisance" : le bâtiment à voile ou à moteur, qui fait ou est destiné à faire de la navigation de plaisance, à l'exclusion de celui qui fait habituellement ou est destiné à faire des opérations lucratives".

Le 2° pourrait être rédigé comme suit :

"2° par "port d'attache" : si le propriétaire du bâtiment de plaisance est membre d'un yachtingclub, le port dans la région duquel se trouve le siège principal ou les installations principales de ce yachtingclub; si le propriétaire n'est pas membre d'un yachtingclub, le port qu'il aura désigné dans la demande d'une lettre de pavillon, comme étant le port dans lequel le bâtiment de plaisance est habituellement amarré".

.../...

Afin que soient réunies dans un même article toutes les indications relatives au sens particulier donné à certains mots, l'article 2 pourrait être complété comme suit :

"3° par "Ministre", le Ministre qui a dans ses attributions l'administration de la marine;

4° par "lettre de pavillon", la lettre de mer dont est muni un bâtiment de plaisance".

L'article 3 du projet serait supprimé et le numérotage des articles devrait être modifié en conséquence.

Article 4.

Suivant les explications du fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement est la suivante :

- une lettre de pavillon peut être délivrée pour tout bâtiment de plaisance dont le ou les propriétaires satisfont aux conditions de nationalité prévues au § 1er;
- les lettres de pavillon sont délivrées au nom du Ministre, par le directeur général de l'administration de la marine et de la navigation intérieure (article 8, § 1er);
- le directeur général doit délivrer une lettre de pavillon à toute personne physique qui en fait la demande et qui remplit les conditions requises;

.../...

- le directeur général ne peut délivrer une lettre de pavillon à une personne morale qu'après accord du Ministre.

Ce dernier point se justifie, selon le fonctionnaire délégué, par le souci d'éviter que, sous le couvert d'une lettre de pavillon belge, des bâtiments de plaisance appartenant à des personnes morales soient utilisés à des fins illicites.

Afin de distinguer plus nettement, d'une part, la règle générale relative à tout octroi d'une lettre de pavillon (article 4, § 1er) et, d'autre part, les conditions particulières de délivrance de cette lettre (article 4, §§ 2 et 3), il est proposé de scinder l'article 4 en deux articles.

Il paraît, d'autre part, plus logique d'indiquer à cet endroit l'autorité compétente pour délivrer la lettre de pavillon (article 8, § 1er).

En conséquence, le texte suivant est proposé compte tenu de la suppression de l'article 3 du projet :

"Article 3.-

Pour pouvoir être muni d'une lettre de pavillon, le bâtiment de plaisance doit appartenir pour plus de la moitié en pleine ou en nue-propriété :

1° à des personnes physiques ayant la nationalité belge;

2° à des personnes morales ayant leur principal établissement ou leur siège en Belgique.

.../...

Article 4.-

Une lettre de pavillon est délivrée, au nom du Ministre, par le directeur général de l'administration de la marine et de la navigation intérieure, aux personnes mentionnées à l'article 3 qui en font la demande.

Dans le cas de l'article 3, 2°, la délivrance d'une lettre de pavillon est subordonnée à l'accord du Ministre, qui en apprécie l'opportunité".

(Le § 2 de l'article 4 du projet peut être omis, vu les termes de l'article 7).

Article 6.

Au § 2, les mots "en outre" sont inutiles. La rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 6.-

Le Ministre peut imposer à des bâtiments de plaisance dont il détermine la catégorie, l'obligation d'être munis d'une lettre de pavillon, et exclure de l'application du présent chapitre d'autres catégories de bâtiments de plaisance".

Article 7.

Les §§ 1er et 2 pourraient être réunis de la manière suivante :

.../...

"§ 1er. Toute demande tendant à obtenir une lettre de pavillon est introduite soit directement, soit par l'intermédiaire de la Fédération royale belge de yachting, et adressée au directeur général de l'administration de la marine et de la navigation intérieure".

Au § 3 (qui deviendrait le § 2), le 2° et le 3° seraient mieux rédigés comme suit :

"2° lorsqu'une ou plusieurs personnes morales sont propriétaires de bâtiments de plaisance l'identité des personnes qui constituent les organes de gestion ou de direction;

3° lorsque le propriétaire a conclu un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité civile du chef des dommages causés par le bâtiment de plaisance, le nom de l'assureur, le numéro et la date d'entrée en vigueur de la police d'assurance".

Au § 4 (qui deviendrait le § 3), le 1° pourrait être rédigé comme suit :

"1° les documents attestant la propriété du bâtiment de plaisance, la nationalité du ou des propriétaires et, lorsqu'une ou plusieurs personnes morales en sont propriétaires, la nationalité des personnes qui constituent les organes de gestion ou de direction, ainsi qu'une copie des statuts".

.../...

Au 3°, la rédaction suivante serait préférable :

"3° un document contenant les renseignements prévus à l'article 8, § 1er, 2°, au cas où les documents visés aux 1° et 2° ne les contiendraient pas".

Au 5°, les mots "du présent article" doivent être omis.

Article 8.

Compte tenu des modifications proposées pour l'article 4, le début du § 1er devrait être rédigé comme suit : "§ 1er. La lettre de pavillon mentionne ... (comme au projet) ... ".

Au 3°, il y a lieu d'écrire : "les noms et prénoms" et de supprimer les mots "d'association".

Article 9.

Au 2°, il serait préférable de remplacer le mot "concernant" par les mots "en ce qui concerne".

Au 3°, les mots "de la ou" après le mot "direction" pourraient être supprimés, et le mot "propriétaire (s)" doit s'écrire "propriétaires".

.../...

Article 10.

Il est proposé de rédiger le § 1er comme suit (cfr. l'article 5, § 1er, de la loi du 13 avril 1965):

"§ 1er. La lettre de pavillon est retirée et une nouvelle lettre de pavillon est refusée lorsqu'il en a été fait ou lorsqu'il en est fait un usage illicite ou abusif, de nature à compromettre les relations entre la Belgique et un autre pays ou à porter atteinte à l'honneur du pavillon".

Par souci de concordance avec ce qui précède, au § 2, il y aurait lieu d'écrire : "... et une nouvelle lettre de pavillon peut être refusée ... ".

Eu égard à la nature même des mesures prévues par l'article 10 du projet, il convient, en vue d'assurer le respect des droits de la défense et d'éviter l'arbitraire, que certaines garanties soient expressément reconnues à l'intéressé. A cet égard, on pourrait utilement s'inspirer notamment de la législation sur l'hôtellerie, sur les agences de voyage ou de la législation relative au commerce des produits de l'agriculture (loi du 20 juillet 1962).

Article 11.

Dans le texte français, l'ordre des mots "étrangères ou nationales" devrait être inversé .

.../...

Article 14.

Au § 1er, les mots "défini à l'article 14" pourraient être omis.

Au § 2, l'indication "§ premier" doit s'écrire "§ 1er".

Article 15.

Il s'indiquerait de placer une virgule après les mots "en dehors des eaux belges", et de supprimer celle qui est placée après le mot "pavillon".

Article 16.

Les mots "tenus à arborer" devraient s'écrire "tenus d'arborer".

Article 17.

Cet article devrait être placé à la fin du projet, sous l'intitulé : Chapitre V. - Dispositions finales". Il serait plus clairement rédigé comme suit :

.../...

"Article ...

§ 1er. A l'article 1er du règlement relatif aux pavillons, honneurs et visites en usage dans la marine belge, annexé à l'arrêté royal du 28 octobre 1936, modifié par l'arrêté royal du 12 mai 1938, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 4, inséré par l'arrêté royal du 12 mai 1938, est abrogé;

2° les alinéas 5 et 6 portent respectivement les numéros 4 et 5;

3° l'article est complété par la disposition suivante : "6. Les dispositions des alinéas 1er à 5 ne sont pas applicables aux bâtiments de plaisance".

§ 2. Dans l'article 9, alinéa 2, les mots "et de plaisance" sont supprimés".

Article 18.

Le § 2 donne au Ministre le pouvoir de déterminer les conditions dans lesquelles les bâtiments de plaisance doivent se trouver pour être en état de sécurité.

L'article 21, dernier alinéa, de la loi du 13 avril 1965 sur les lettres de mer dispose que "le statut administratif des bâtiments de plaisance est réglé par le Roi".

.../...

C'est donc au Roi seul que l'article 21 de la loi du 13 avril 1965 a donné, en la matière, un pouvoir réglementaire. En transférant purement et simplement au Ministre ce pouvoir de réglementation, la disposition du § 2 ne se borne pas à confier au Ministre le soin de prendre des mesures complémentaires de détail indispensables à l'application de mesures que le Roi aurait prises, mais elle donne au Ministre le pouvoir de prendre lui-même certaines de ces mesures. Une telle subdélégation porte sur l'essence même des pouvoirs du Roi en la matière et ne peut pas être admise.

Le § 4, qui constitue une disposition abrogatoire, devrait figurer dans le chapitre intitulé "Dispositions finales".

Ce paragraphe devrait former dès lors un article distinct, rédigé comme suit :

"Article ...-

L'article 2 de l'arrêté royal du 23 mars 1939 relatif à la réglementation de la navigation sur l'Escaut maritime, au moyen de canoës, de kayaks et autres petites embarcations de plaisance du même genre, est abrogé".

Article 19.

Cet article devrait figurer dans le chapitre V, intitulé "Dispositions finales", qui reprendrait ainsi successivement les dispositions pénales, modificatives et abrogatoires.

Aanhef.

Het ontwerp wijzigt het reglement dat bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1936 gevoegd is. Dat reglement moet derhalve in de aanhef worden vermeld, na de wet van 13 april 1965.

De aanhef moet dan als volgt worden aangevuld :

"Gelet op het reglement betreffende de vlaggen, eerbewijzen en bezoeken in gebruik bij de Belgische marine, gevoegd bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1936, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 mei 1938, en op artikel 9;".

De Raad van State stelt vast dat genoemd besluit niet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt en dat het dan ook niet bindend is voor de burgers in het algemeen.

Artikelen.

De artikelen 1 en 2 zouden moeten worden opgenomen in een hoofdstuk, met als opschrift :

"Hoofdstuk I. - Algemene bepalingen".

De hoofdstukken moeten dan worden vernummerd.

.../...

Artikel 1.

Aangezien geen definitie gegeven is van "territoriale zee", dient die term te worden vervangen door de woorden "wateren van de Belgische kust, zoals die zijn omschreven in artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 januari 1929".

Derhalve wordt voorgesteld, artikel 1 als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

Dit besluit is van toepassing op pleziervaartuigen die varen :

1° in vreemde wateren;

2° in volle zee;

3° in de wateren van de Belgische kust, zoals die zijn omschreven in artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 januari 1929;

4° in de Belgische zeewateren, bepaald in artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 december 1957, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 mei 1965".

Artikel 2.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, ligt het in de bedoeling van de Regering het ontwerp-koninklijk besluit geen toepassing te doen vinden op pleziervaartuigen die voor winstgevende verrichtingen bestemd zijn.

.../...

Het is dus niet voldoende dat af en toe een winstgevende verrichting plaats heeft, als het pleziervaartuig maar niet voor zodanige verrichtingen bestemd is.

Aangezien het begrip pleziervaartuig bepalend is voor de werkingssfeer van het ontwerp-koninklijk besluit, is het van belang dat de bedoeling van de Regering zo nauwkeurig mogelijk tot uiting wordt gebracht.

Te dien einde kan artikel 2, 1°, beter als volgt worden gelezen :

"1° onder "pleziervaartuig" : het vaartuig onder zeil of met motor dat aan pleziervaart doet of ervoor bestemd is, met uitsluiting van het vaartuig dat gewoonlijk voor winstgevende verrichtingen wordt gebruikt of ervoor bestemd is".

De tekst onder 2° kan als volgt worden gelezen :

"2° onder "thuishaven" : als de eigenaar van het pleziervaartuig lid is van een jachtclub, de haven in het gebied waarvan de hoofdzetel of de voornaamste inrichtingen van die jachtclub gelegen zijn; als de eigenaar geen lid van een jachtclub is, de haven die hij in de aanvraag tot het verkrijgen van een vlaggebrief aanwijst als de haven waarin het pleziervaartuig gewoonlijk gemeerd is".

.../...

Om alles wat de bijzondere betekenis van bepaalde termen betreft in één artikel samen te brengen, kan men artikel 2 aanvullen als volgt :

"3° onder "Minister", de Minister tot wiens bevoegdheid het bestuur van het zeewezen behoort;

4° onder "vlaggebrief", de zeebrief waarvan een plezier-vaartuig voorzien is".

Artikel 3 van het ontwerp vervalt dan en de overige artikelen moeten worden vernummerd.

Artikel 4.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, is de bedoeling van de Regering :

- dat een vlaggebrief kan worden afgegeven voor ieder pleziervaartuig waarvan de eigenaar of de eigenaars voldoen aan de in § 1 bepaalde nationaliteitsvoorwaarden ;
- dat de vlaggebrieven namens de Minister worden afgegeven door de directeur-generaal van het bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart (artikel 8, § 1);
- dat de directeur-generaal een vlaggebrief moet afgeven aan ieder natuurlijk persoon die er een vraagt en die aan de voorgeschreven eisen voldoet;

.../...

- dat de directeur-generaal geen vlaggebrief mag afgeven aan een rechtspersoon, tenzij met instemming van de Minister.

Dit laatste punt is volgens de gemachtigde ambtenaar hierdoor verantwoord, dat moet worden voorkomen dat pleziervaartuigen die aan rechtspersonen toebehoren, onder dekking van een Belgische vlaggebrief voor ongeoorloofde doeleinden worden gebruikt.

Om een duidelijker onderscheid te maken tussen de algemene regel betreffende iedere toekenning van een vlaggebrief (artikel 4, § 1) en de bijzondere voorwaarden voor de afgifte van die brief (artikel 4, §§ 2 en 3), wordt voorgesteld artikel 4 in twee artikelen te splitsen.

Het lijkt bovendien logischer daar ook te zeggen welke overheid bevoegd is om de vlaggebrief af te geven (artikel 8, § 1).

Rekening houdend met de schrapping van artikel 3, wordt derhalve de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 3.-

Om van een vlaggebrief te kunnen worden voorzien, moet het pleziervaartuig voor meer dan de helft in volle of in blote eigendom toebehoren :

1° aan natuurlijke personen van Belgische nationaliteit;

2° aan rechtspersonen die hun hoofdinrichting of hun zetel in België hebben.

.../...

Artikel 4.-

Een vlaggebrief wordt, namens de Minister, door de directeur-generaal van het bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart afgegeven aan de in artikel 3 genoemde personen die er een vragen.

In het geval van artikel 3, 2°, wordt een vlaggebrief alleen afgegeven met de instemming van de Minister, die over de opportuniteit ervan oordeelt".

(§ 2 van artikel 4 van het ontwerp kan vervallen, gelet op de bewoordingen van artikel 7).

Artikel 6.

In § 2 is het woord "bovendien" overbodig. Men leze het artikel als volgt :

"Artikel 6.-

De Minister kan aan pleziervaartuigen waarvan hij de categorie bepaalt, de verplichting opleggen van een vlaggebrief voorzien te zijn, en andere categorieën van pleziervaartuigen aan de toepassing van dit hoofdstuk onttrekken".

Artikel 7.

De §§ 1 en 2 zouden als volgt kunnen worden samengevoegd :

.../...

" § 1. Iedere aanvraag tot het verkrijgen van een vlaggebrief wordt ofwel rechtstreeks ofwel door bemiddeling van het Koninklijk Belgisch Yachtingverbond gericht aan de directeur-generaal van het bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart".

Paragraaf 3 (die § 2 zou worden) kan beter als volgt worden gelezen :

"§ 2. Bij de aanvraag wordt een verklaring gevoegd met opgaaf van :

1° de inlichtingen vermeld in artikel 8, § 1, 1° tot 3°;

2° wanneer een of meer rechtspersonen eigenaar zijn van het pleziervaartuig, de identiteit van de personen die de beheers- of bestuursorganen vormen;

3° wanneer de eigenaar een verzekeringscontract heeft afgesloten tot dekking van zijn burgerrechtelijke aansprakelijkheid voor schade door het pleziervaartuig veroorzaakt, de naam van de verzekeraar, het nummer en de aanvangsdatum van de verzekeringspolis".

In § 4 (die § 3 wordt) kan de tekst onder 1° tot 3° als volgt worden gelezen :

"§ 3. Bij de aanvraag worden gevoegd :

1° de documenten tot bewijs van de eigendom van het pleziervaartuig, van de nationaliteit van de eigenaar of eigenaars en, wanneer een of meer rechtspersonen eigenaar zijn, van de nationaliteit van de personen die de beheers- of bestuursorganen vormen alsook een afschrift van de statuten van die rechtspersonen;

.../...

2° eventueel de meetbrief, door het bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart erkend;

3° een document met de gegevens bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, ingeval die gegevens niet mochten voorkomen in de documenten bedoeld onder 1° en 2°".

De tekst onder 5° leze men als volgt : "In het geval bedoeld in § 3, 3°, afschrift van de verzekeringspolis of -polissen".

Artikel 8.

Met inachtneming van de voor artikel 4 voorgestelde wijzigingen, zou § 1 als volgt moeten beginnen : "§ 1. De vlaggebrief vermeldt ... (zoals in het ontwerp)..."

De tekst onder 3°, a, leze men als volgt :

"3° a wanneer het pleziervaartuig aan een of meer natuurlijke personen toebehoort, de namen en voornamen, de nationaliteit, de woonplaats en eventueel de verblijfplaats van de eigenaar of eigenaars; wanneer het aan een of meer rechtspersonen toebehoort, de naam, de plaats van de hoofdinrichting of de zetel van die rechtspersoon of -personen".

Artikel 9.

In de Franse tekst vervange men onder 2° het woord "concernant" door "en ce qui concerne".

De tekst onder 3° leze men als volgt :

.../...

"3° wanneer een wijziging zich voordoet in de samenstelling van de organen belast met het beheer of de leiding van de rechtspersonen die eigenaar van het vaartuig zijn".

Artikel 10.

Voorgesteld wordt, § 1 als volgt te lezen (zie artikel 5, § 1,van de wet van 13 april 1965) :

"§ 1. De vlaggebrief wordt ingetrokken en een nieuwe vlaggebrief wordt geweigerd indien daarvan een ongeoorloofd of verkeerd gebruik werd of wordt gemaakt, dat aan de goede betrekkingen tussen België en een ander land kan afbreuk doen of de eer van de vlag in het gedrang kan brengen".

Ter wille van de overeenstemming met hetgeen voorafgaat, leze men in § 2 : "De vlaggebrief kan worden ingetrokken en een nieuwe vlaggebrief kan worden geweigerd ...".

Gelet op de aard zelf van de maatregelen van artikel 10 van het ontwerp, is het nodig, om de rechten van de verdediging te eerbiedigen en willekeur uit te sluiten, aan de betrokkene uitdrukkelijk bepaalde waarborgen te verlenen. Daarvoor kan onder meer als voorbeeld worden genomen de wetgeving op het hotelwezen, op de reisbureaus of op de handel in landbouwprodukten (wet van 20 juli 1962).

Artikel 11.

In de Franse tekst moeten de woorden "étrangères ou nationales" in omgekeerde volgorde worden gelezen.

.../...

Artikel 14.

In § 1 kunnen de woorden "zoals bedoeld in artikel 14" vervallen.

In § 2 van de Franse tekst leze men "§ 1er" in plaats van "§ premier".

Artikel 15.

Dit artikel leze men zo : "Buiten de Belgische wateren mogen alleen de vaartuigen die van een vlaggebrief voorzien zijn de Belgische nationale vlag voeren, onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 13 en 14".

Artikel 16.

In de Franse tekst leze men "tenus d'arborer" in plaats van "tenus à arborer".

Artikel 17.

Dit artikel zou aan het slot van het ontwerp moeten komen onder het opschrift : "Hoofdstuk V. - Slotbepalingen". De volgende lezing ware duidelijker :

.../...

"Artikel ...

§ 1. In artikel 1 van het reglement betreffende de vlaggen, eerbewijzen en bezoeken in gebruik bij de Belgische marine, gevoegd bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1936, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 mei 1938, worden de volgende wijzigingen aangebracht

1° het vierde lid, ingevoegd door het koninklijk besluit van 12 mei 1938, wordt opgeheven;

2° het vijfde en het zesde lid hebben onderscheidenlijk de nummers 4 en 5;

3° het artikel wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"6. De bepalingen van het eerste tot het vijfde lid zijn niet van toepassing op pleziervaartuigen".

§ 2. In artikel 9, tweede lid, worden de woorden "en pleziervaartuigen" geschrapt".

Artikel 18.

Paragraaf 2 machtigt de Minister tot het bepalen van de voorwaarden "waarin de pleziervaartuigen zich moeten bevinden om in staat van veiligheid te verkeren".

Artikel 21, laatste lid, van de wet van 13 april 1965 op de zeebrieven bepaalt : "Het administratief statuut der pleziervaartuigen wordt geregeld door de Koning".

.../...

Alleen de Koning heeft dus in artikel 21 van de wet van 13 april 1965 verordenende bevoegdheid terzake gekregen. Door die bevoegdheid zonder meer op de Minister over te dragen, belast § 2 de Minister niet alleen met het nemen van verdere aanvullende maatregelen die nodig zijn voor de toepassing van maatregelen welke de Koning mocht hebben genomen, maar verleent zij hem tevens de bevoegdheid om zelf sommige van die maatregelen te nemen. Een zodanige subdelegatie slaat op het wezen zelf van 's Konings bevoegdheid ter zake en kan niet worden gedoogd.

Paragraaf 4 is een opheffingsbepaling en moet derhalve voorkomen in het hoofdstuk "Slotbepalingen".

Die paragraaf moet dan ook een afzonderlijk artikel vormen, als volgt :

"Artikel ...

... (tekst van § 4 van het ontwerp) ...".

Artikel 19.

Dit artikel zou moeten voorkomen in hoofdstuk V "Slotbepalingen", dat dan achtereenvolgens de strafbepalingen, de wijzigingsbepalingen en de opheffingsbepalingen bevat.

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, conseiller d'Etat, président,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
R. PIRSON,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : staatsraad, voorzitter,

staatsraden,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. HOLOYE.